

ANNEXE 1**DESCRIPTION DE L'OBJET SCIENTIFIQUE DU GIS****Contexte**

Comme l'indique le rapport de l'alliance ATHENA intitulé « Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent », les acteurs de la recherche en sciences humaines et sociales - universités, grands établissements et organismes de recherche - ont été invités à établir un bilan des recherches et publications réalisées depuis une quinzaine d'années sur les thématiques de la marginalisation sociale, de la situation de la jeunesse dans les banlieues, de la pratique de l'Islam et de ses relations à la citoyenneté et à la République. Ce travail de bilan permet de mettre en évidence, d'une part, le grand nombre de recherches sur ces domaines (et leur invisibilité relative au-delà de la communauté scientifique) et, d'autre part, la quasi-disparition de l'enseignement sur l'islam à l'université (droit, philosophie, histoire et anthropologie de l'islam).

Cet « instantané » prend place dans un ensemble de recherches plus vaste et déjà très riche, dès lors qu'on élargit la question. Les pratiques, les croyances, les textes, les institutions, les pratiques relatives au religieux ou à telle religion sont traités à différents temps de l'histoire, à différentes échelles temporelles et spatiales. Ces approches ne répondent pas simplement au désir de répondre à l'actualité mais à la nécessité de mobiliser un champ de recherche actif et ancien.

Objectif

L'opinion générale des acteurs de la recherche est que, dans ce contexte de recherche foisonnante mais peu visible, certaines approches transversales méritent particulièrement d'être développées. Cette opinion part d'un constat : la diversité dans le temps et l'espace des références faites à une religion pour rendre compte d'une pratique, d'une action, d'une orientation normative, etc., individuelle ou collective. Pour en éclairer le sens, il paraît tout d'abord essentiel de promouvoir une étude des textes religieux, de leurs langues propres et de leurs modalités de circulation et de diffusion. Il s'agit de les aborder dans toute leur diversité, sans négliger leurs interactions, et dans des aires culturelles diversifiées (le Moyen Orient mais aussi l'Asie et la zone euro-atlantique). Cet aspect permet de ne pas laisser l'actualité dicter un agenda scientifique, tout en éclairant cette dernière à la lumière de travaux qui mettent les phénomènes observés et leurs articulations en perspective, dans le temps et l'espace.

Cela exige, par ailleurs, de promouvoir un décloisonnement systématique des approches disciplinaires dans leurs analyses des dimensions confessionnelles/culturelles des faits religieux, dans une perspective de confrontation, de reconnaissance et d'articulation des apports propres à chaque discipline.

Il s'agit de travailler à partir de prismes complémentaires, en refusant la tendance à séparer les modes d'approches du religieux, très notable dans le champ des études relatives à l'Islam, mais présente ailleurs aussi : histoire doctrinale/sociologie ; étude des systèmes de sens/analyse des pratiques des acteurs.

Les écueils à éviter

Plusieurs prismes de recherche sont à écarter :

1. Se limiter aux trois monothéismes (dont la répartition en grandes « unités » est elle-même très relative) ;

2. Se limiter à des espaces ou des contextes qui concentrent l'attention en raison de l'actualité (comme le Moyen-Orient pour l'islam, au détriment des Balkans, de l'Asie centrale, de l'Asie du Sud et du Sud Est) ;
3. De façon corrélative, se limiter à une approche trop restreinte de certains phénomènes sous l'effet de l'actualité : par exemple, l'analyse des phénomènes de radicalisation de mouvements religieux est aussi pertinente et bien développée en Amérique du Nord ou du Sud ;
4. Se limiter aux formes d'expression les plus spectaculaires et politiquement dangereuses de la croyance, de l'adhésion, de la revendication d'une religion au détriment de pratiques plus ordinaires, structurelles et invisibles ;
5. Se limiter à des sujets très médiatisés (par exemple, le foulard islamique) sans les resituer dans le temps long et dans des approches thématiques larges (ainsi, le foulard islamique gagnerait à être abordé dans une réflexion sur « corps et religion ») ;
6. Dissocier l'étude des rites et des pratiques religieuses de celle des corps de croyance et de symboles auxquels ils renvoient, comme des contextes spécifiques locaux, nationaux et transnationaux dans lesquels ils s'ancrent.

Nous proposons de cibler six thématiques majeures ; chaque approche reposant sur une double perspective :

- a. Envisager les phénomènes sur le temps long ;
- b. Favoriser une réflexion interdisciplinaire effective.

1.- Croyances, représentations et pratiques quotidiennes des acteurs sociaux

Les recherches menées en sociologie, en anthropologie, en sciences politiques notamment, au sujet des interactions entre politique et religion, sont souvent concentrées sur les institutions et les personnes qui les animent et les dirigent pour être ensuite « plaquées » sur l'ensemble des individus qu'elles sont censées « représenter ».

Au-delà de la question des institutions, les recherches sont moins développées à propos des acteurs sociaux, envisagés dans leur diversité, et des groupes intermédiaires auxquels ils se rattachent (familles, associations, etc.), de leurs croyances, de leur rapport au « sacré », de leurs représentations, de leurs pratiques quotidiennes (alimentation, sexualité, rapport au corps, conception du bien) et de leurs interactions avec les institutions. Si ces analyses ne sont pas absentes dans les différentes disciplines prenant pour objet le religieux, il faudrait sans doute encore les renforcer. En particulier, elles sont à étayer à propos des formes non radicales de rapport et d'adhésion à une religion.

Plusieurs rapports des acteurs sociaux « ordinaires » au religieux doivent en particulier faire l'objet de recherches renouvelées :

Le phénomène de la conversion, tant sur son versant externe (comment passe-t-on d'une religion à une autre, ou de l'absence de religion à une religion) qu'interne (comment, par exemple, un chrétien du « tout-venant » passe au jansénisme, au piétisme, à un mouvement de « Réveil »). Certains viennent à la religion, et parfois dans une recherche qui leur fait traverser plusieurs communautés successives. Une conversion peut en préparer une autre (par exemple, ce que Gilles Kepel nomme le « piétisme » musulman est différent du salafisme, mais peut constituer malgré lui une transition vers celui-ci dans la trajectoire de certains individus ; pour le christianisme de l'âge classique, voir L. Kolakowski : *Chrétiens sans Église*). Les groupes convertis à une forme radicale de religion sont confrontés au problème de savoir s'ils doivent se séparer ou non de la communauté « générale » dont ils sont issus et dont ils dénoncent la tiédeur ou la corruption : l'alternative est pour eux celle du séparatisme ou la constitution d'une « ecclesiola in ecclesia ». Il est important de repérer et mesurer les écarts qui peuvent en

découler en termes de pratiques sociales, comme le mariage par exemple. Les historiens de l'antiquité et de l'époque tardo-antique ont travaillé sur le phénomène de la conversion (conversions au judaïsme, au christianisme, au gnosticisme, au mithraïsme : comment et pourquoi les membres de la communauté dominante se convertissent à des religions minoritaires). Pour le temps présent, il existe en sociologie des religions et en anthropologie un grand nombre de travaux sur les conversions. Il faudrait renforcer de façon spécifique l'étude de ces phénomènes dans les différents champs disciplinaires, y compris juridique et économique.

L'inverse de la question de la conversion : le rapport à la religion dont on « hérite » par appartenance familiale/communautaire. Quels modes d'identification et d'adhésion à une religion sont possibles lorsque l'appartenance confessionnelle relève de l'évidence familiale et/ou sociale ? Que se passe-t-il lorsqu'on change de territoire et que l'on s'installe dans un espace pluriconfessionnel, où éventuellement sa propre confession est minoritaire ? De fait, les religions ou les confessions caractérisent souvent des majorités ou des minorités dans de nombreux pays, y compris parfois quand ces derniers ont opté pour une séparation entre la sphère religieuse et l'Etat. Un pas de plus est franchi lorsque, suite à des émigrations, des déplacements de populations, etc., les immigrés et/ou les minorités se voient définis par leur origine *et* par leur appartenance religieuse, notamment dans des pays où, d'un point de vue institutionnel, ces dimensions sont censées relever de la sphère du privé. Aujourd'hui, on repère ce phénomène d'identification indissociable dans les glissements sémantiques courants entre « arabes » et « musulmans ». Il s'agit alors également de comprendre comment les individus concernés investissent, se réapproprient ou rejettent ces catégorisations (voir D. Hervieu-Léger, *Le pèlerin et le converti* et *La religion pour mémoire*).

L'attitude critique à l'égard des religions et le passage d'une religion à l'absence de religion. Celle-ci inclut la question de l'athéisme, sans s'y réduire. En effet, la critique connaît d'autres formes, y compris interne à la religion : agnosticisme, religiosité personnelle hostile aux institutions en général ou de façon ponctuelle, critiques internes à une religion, une grande partie de l'activité doctrinale des religions consistant à se confronter à leurs critiques, soit pour les réfuter (voire fonder leur persécution), soit pour les intégrer (au nom d'une herméneutique plus éclairée, ou d'un *aggiornamento*).

L'étude de ces rapports au religieux devrait être conçue sur le temps long (voire très long), pour mieux comprendre les dynamiques religieuses dans les sociétés contemporaines. C'est déjà ce qu'ont commencé à faire des historiens dans le cadre d'un projet ANR ou d'un des axes du LabEx COMOD. Cette perspective du temps long permet de s'interroger sur le caractère comparable de certaines structures/certains phénomènes, sans pour autant les assimiler les uns aux autres. Par ailleurs, d'un point de vue méthodologique, sur cet ensemble de points, il y a sans doute des espaces à cibler plus particulièrement : armée, hôpital, école, tout autant que la prison, sur laquelle il y a déjà eu quelques travaux (voir notamment Béraud, De Galembert, Rostaing, *La religion en prison*), sans doute à prolonger.

2.- Le rôle politique des religions

La dimension géopolitique : dans l'histoire des rapports du christianisme et des entités souveraines, depuis l'époque moderne, une question récurrente est celle des effets politiques de la religion (un ferment d'union/de désunion, un ferment de désordre/de paix civile ?). La question est toujours d'actualité, mais s'est pour ainsi dire démultipliée, en direction de plusieurs confessions religieuses et sa dimension transnationale apparaît aujourd'hui renforcée. La religion est un outil de l'action politique à l'intérieur comme au-delà des frontières de l'Etat-nation. Elle contribue aux recompositions des espaces politiques, locaux, régionaux, nationaux, interrégionaux et transnationaux. Elle est un outil pour des Etats qui emploient le référent religieux comme une

ressource de légitimation. Par ailleurs, il convient d'éclairer les transformations politiques, culturelles, culturelles, institutionnelles, liées à l'installation de populations de culture religieuse « minoritaire » dans un espace d'immigration.

Les modalités de l'action et de la mobilisation relatives à une croyance religieuse. Aujourd'hui, elles s'avèrent être individuelles autant que collectives. Elles prennent des formes violentes ou non – et revendiquent parfois la non-violence. La « radicalisation » n'est pas forcément synonyme de recours à la violence. Pour bien la comprendre, il faudrait en outre l'appréhender de façon comparative : l'attitude « radicalisée » se positionne par rapport et contre d'autres formes d'action et de relations possibles à la religion. Les actions et les mobilisations peuvent s'appuyer sur des outils de communication globale et des circulations internationales. En outre, ces actions et ces mobilisations ne visent pas nécessairement le contrôle direct du pouvoir politique par les instances religieuses. Une fois qu'une communauté religieuse – ou sa hiérarchie – a renoncé à cette forme extrême, elle peut réintroduire une demande de contrôle par des médiations : par exemple la morale. En se proclamant gardiennes de la morale, voire de la dignité de la personne ou des droits de l'homme (donc en refusant implicitement aux autorités politiques la compétence en ces domaines), les Eglises se donnent un moyen « apolitique » – donc unificateur – d'intervenir dans le champ politique. C'est le cas aujourd'hui comme par le passé (par exemple, à l'âge classique, lorsque les Eglises réformées proclamaient leur soumission au Magistrat séculier, elles exerçaient des pressions sur lui dans les controverses du *ius circa sacra*). Par exemple, cet investissement se lit dans la place qu'occupent aujourd'hui les religions dans le débat sur le changement climatique. Il convient donc d'éclairer comment les institutions religieuses, séparément ou à travers des jeux d'alliance, entendent superviser les différentes facettes de la vie des personnes, y compris dans sa dimension corporelle.

3.- Devenir des confessions et des pratiques religieuses dans un monde pluraliste et globalisé

Régulation interne des minorités religieuses issues des migrations : de quels principes d'organisation disposent-elles ? Quelles sont leurs modalités d'acculturation, leurs dispositifs de légitimation ? Pour les sociétés euro-atlantiques, ce schéma ne vise pas seulement l'islam, qui est déjà au cœur de nombreuses recherches. Il a une extension plus large et doit intégrer aussi les autres mondes religieux (bouddhistes, hindouistes, orthodoxes, religions africaines, etc.) dont les mécanismes d'intégration aux sociétés d'accueil sont encore trop peu analysés. On doit y porter d'autant plus d'intérêt qu'ils constituent, en tout cas dans le monde occidental, des structures d'attraction, ou même de conversion.

Le devenir des religions autrefois dominantes dans un monde pluralisé ? Comment, aux plans idéologique et organisationnel, se reconstituent-elles ou maintiennent-elles une capacité d'intervention ou d'emprise ? Se contentent-elles de n'être qu'une religion identitaire ou « culturelle », selon l'expression des chercheurs canadiens ? Quelle place les pouvoirs publics leur donnent-ils ? Comment font-elles avec le développement de l'indifférence, de l'agnosticisme, de l'athéisme (voir par exemple le *new atheism*) ?

La gestion des pluralismes religieux et des diverses formes d'organisations religieuses (institutions, mouvements, communautés). C'est là une question tout à fait décisive, qui dépasse les seuls enjeux de l'actualité. Elle appelle, du reste, un traitement à plusieurs degrés : notamment un traitement d'ordre philosophique, qui mobilise la notion d'égalité et celle de la « reconnaissance » ; ou encore, un traitement d'ordre politico-juridique également, qui renvoie à différentes formes de laïcité et à la question de la singularité des modèles et de leur possible circulation. Des travaux innovants sur les interactions sur de nombreux lieux de culte partagés dans le pourtour méditerranéen offrent en ce sens des pistes de recherche stimulantes

*La religion comme marqueur d'identité individuelle ou collective ; il s'agit ici de mieux comprendre les frontières entre des pratiques identifiées comme « religieuses » et d'autres qui ne le sont *a priori* pas ou sujettes à controverses, même d'un point de vue interne à une religion (exemple de l'alimentation), tels les diverses expériences liées aux rituels et pratiques sacrificielles opérés dans des pays d'émigration ; la dimension de genre est également, dans cette thématique, une perspective qu'il conviendrait d'approfondir et de renforcer, du fait notamment des mutations profondes que connaissent les sociétés contemporaines et où cette dimension apparaît, souvent, comme un enjeu majeur des rapports sociaux (ainsi, par exemple, les injonctions religieuses sur tel ou tel aspect de la vie humaine ne sont pas nécessairement les mêmes pour un homme ou une femme).*

4.- Croyances religieuses et dimensions économiques de la société

Plusieurs axes peuvent ici être mis en exergue :

- réseaux de financements, qui transcendent les frontières des Etats-nations
- relation entre parcours migratoires (des élites autant que des migrants qui fuient la pauvreté), socio-économiques et pratiques religieuses
- religion et développement capitaliste
- l'église comme entreprise et la finance religieuse
- économie de la guerre sainte, du terrorisme religieux, du fondamentalisme au pouvoir
- la marchandisation de Dieu et l'économie religieuse

Cette dimension est moins développée que les précédentes dans la recherche actuelle. Une action ciblée est à envisager à son sujet (mise en place d'un réseau, colloque spécifique, etc.)

5.- Production et circulation des textes

Aujourd'hui, chacun se revendique de textes religieux ; ils sont des armes du débat ou un « refuge » pour les radicaux. En l'absence d'une véritable connaissance en ce domaine de la part de la société et des leaders d'opinion, l'argument qui se réfugie derrière un texte religieux est rarement discuté. Il est nécessaire de développer la recherche en ce domaine et la mise au point d'outils d'analyse. On peut imaginer :

- Travail sur le sens des mots et le poids des traductions. Pour ne prendre qu'un exemple, pensons à la reproduction massive du Coran et à sa lecture solitaire. Ceci a en effet donné lieu à une concurrence entre les Corans édités en Arabie Saoudite et ceux publiés sous contrôle de la couronne marocaine. La réflexion peut être étendue à bien d'autres textes ; pensons à la diffusion massive du bouddhisme en Occident qui provoque l'essor des traductions, mouvement sans précédent depuis de nombreux siècles
- Recherche sur la généalogie des textes (ex. : la source Q à propos des Evangiles) et des apriori, et des débats scientifiques et sociaux sur l'authenticité des textes anciens et nouveaux
- Analyse des conditions de production et de diffusion des textes ; les outils traditionnels (imprimerie) et nouveaux (internet et autres médias connectés) permettent une diffusion d'une ampleur considérable de contenus religieux, que l'on peut étudier dans le temps long (la révolution de l'imprimé vs. celle de l'internet) comme dans les mutations les plus récentes, en articulant les réflexions sur les contenus et sur les supports.

Enfermer la recherche aux seuls textes canoniques ou reconnus par les autorités serait une erreur. Les religions empruntent de nombreuses voies sachant se servir des media. On se souvient de l'extraordinaire succès de la littérature de dévotion catholique à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle, phénomène que l'historiographie n'a « découvert » que récemment. Ailleurs ce sont les traductions et les adaptations qui donnent au texte sacré une nouvelle dimension qui est très

discutée : doit-on admettre des « aménagements » afin de toucher un « public » élargi ? Doit-on rester au plus proche du texte quitte à obliger le croyant à se former avant de le comprendre ?

A ces questions s'ajoute celle des moyens de diffusion utilisés pour véhiculer la pensée de ces textes. Bien des Eglises ont su se servir des moyens de communication, mettant sur pied des circuits de distribution efficace. Le discours porté actuellement sur internet ne doit pas dissimuler l'importance que les religions ont toujours accordée aux media.

6.- Les espaces du religieux

La visibilité des religions dans l'espace public est, aujourd'hui en Occident, un des principaux points de crispation. Trop souvent les media s'enferment dans une dualité : la « tradition » contre « l'importation ». Une fois de plus, il convient d'échapper aux apriori et à la « pression » née des interrogations (voire des fantasmes) de l'opinion.

En fait, quatre défis sont à considérer :

La gestion des espaces hérités : si beaucoup d'édifices de culte sont bien vivants, d'autres perdent leur importance. Dans la seule ville de Bâle, il y avait en 1974 14 églises pour 92 000 fidèles ; aujourd'hui, elles sont toujours aussi nombreuses pour moins de 31 000 pratiquants. Que faire des édifices ? La question ne se pose pas que pour le monde chrétien, dans certaines villes européennes, elle concerne également des synagogues. Les réponses sont nombreuses : destruction ; ré-affectation culturelle (transformation en musée, bibliothèque...) ; vente au secteur privé ; transfert vers d'autres confessions... Si les débats sont violents à propos des sanctuaires, un petit patrimoine religieux peut disparaître dans l'indifférence (croix de chemin, potales...). Or, on s'aperçoit que ces édifices n'ont pas qu'une dimension religieuse, ils sont porteurs d'une symbolique forte et sont « défendus » par des non-croyants. Il convient donc de mieux comprendre la « charge affective » qu'ils peuvent porter, de comprendre la démarche des acteurs de terrain qui participent à la transformation de cet espace.

L'émergence de nouveaux espaces : parallèlement apparaissent de nouveaux édifices. Si l'actualité ne braque ses projecteurs que sur les mosquées, nous devons penser aux temples bouddhistes, aux salles de prière évangéliques, aux salles de réunion des nouvelles religions... Le processus se heurte parfois à l'hostilité des populations déjà présentes et s'accompagne souvent d'une acculturation des formes importées. Si la première dimension attire l'attention des media, la seconde est souvent négligée. Il convient de repenser ces phénomènes de façon englobante, de considérer les formes actives d'adaptation, d'analyser les processus de réception...

Le dynamisme de ces espaces : à côté d'espaces visibles, les religions s'inscrivent dans des espaces éphémères (prières de rue, procession, marches de pèlerins...). Notre société a du mal à les comprendre. Certains veulent enfermer la croyance dans la seule sphère du privé, la privant de tout accès à l'espace public. D'autres s'en servent pour affirmer des positions et des engagements. D'autres encore « récupèrent » des gestes jadis religieux : tous ceux qui « font » le chemin de Compostelle sont-ils de zélés catholiques ? S'intéresser aux fidèles dans ces dynamiques permet de saisir l'immense variété de leurs positionnements.

Le temps : le temps est un corollaire de l'espace car il est, selon Alphonse Dupront, une des deux catégories essentielles pour approcher les religions. Une fois de plus, les sociétés hésitent entre les héritages, les nouveautés et les crispations. Qui doit gérer le temps ? Comment compter les années ? Comment fêter ?

Actions proposées

1. PORTAIL INTERNET

La France n'a pas la réputation d'autres pays d'Europe ou d'Amérique du Nord dans le domaine des sciences des religions, non pas tant parce qu'elle manque de spécialistes et de lieux pour développer des travaux dans ces champs disciplinaires mais parce qu'elle n'a pas, par tradition, de lieux académiques pour rendre présent et visible ce domaine. C'est toujours par d'autres biais (l'histoire, la philosophie, la théologie, les sciences sociales et politiques) que les interactions entre sociétés et religions se manifestent dans la recherche en France. C'est pourquoi l'élaboration d'un portail internet nous semble la première des priorités.

Ce portail entend donc mettre en évidence la richesse de la recherche en France, en recensant

- Les membres du GIS et les finalités de la structure ;
- Les forces en présence, chercheurs actifs en équipe ou isolés, avec la description formalisée de leurs travaux, sous forme d'un annuaire actualisé en temps réel, qui s'avérera précieux tant pour les chercheurs français que pour nos collègues étrangers. Pour les professionnels de l'information, les associations et autres structures qui s'intéressent aux interactions entre sociétés et religions, cet annuaire permettra de repérer aisément des personnes ressources à la crédibilité éprouvée. Si des équipes sont spécialisées dans nos domaines de recherche, il y a un « second cercle », celui de chercheurs travaillant (parfois partiellement, et/ou depuis peu, sur le religieux) ; ils trouveraient ici une certaine visibilité ;
- Un bilan de la recherche en France et de sa diversité, grâce à des pages thématiques renvoyant vers des projets en cours, et le recours à des tags pour indexer les pages ;
- Un état des publications récentes, grâce à la veille scientifique des membres du GIS et à l'annonce de leurs propres publications, via un formulaire standardisé. Pour un meilleur référencement, les titres seront assortis de résumés et d'une table des matières lorsqu'il s'agit de monographies, d'ouvrages collectifs ou de numéros de revues. Se constituera ainsi progressivement une base documentaire actualisée. Grâce au même système de tags, il sera possible de regrouper toutes les informations du site à travers une série de mots clés pertinents ;
- Un recensement des formations en sciences des religions, ainsi labellisées, élément fondamental dans ce domaine où fleurissent un peu partout des « formations » qui sont en réalité souvent prosélytes ou orientées.

La principale fonction du webmestre, une fois acquise la pratique du CMS et la construction des pages, sera de recevoir les informations via les formulaires (ajout d'une publication / d'un projet / d'une information scientifique / d'un colloque...), d'en valider ou non le contenu puis de le mettre en forme sur les pages. Cela suggère une forte participation des membres des différentes équipes du GIS et leur compréhension de l'enjeu. Il y a donc aussi un important travail de communication et de sensibilisation auprès des chercheurs.

Pour une meilleure visibilité internationale le portail sera en français et en anglais ; les menus seront disponibles dans d'autres langues.

2. UN CONGRES

Le CONGRES lié au GIS ne prend pas la forme d'un colloque un peu plus étendu. Il est l'occasion de faire des bilans, débattre de projets mais aussi évoquer les préoccupations des chercheurs et des enseignants.

L'opération aurait trois dimensions :

- Une réflexion épistémologique permettant de favoriser une réelle pluridisciplinarité. Les thèmes choisis seront donc très larges, visant à faire le point sur un domaine précis de la recherche en France. Bien évidemment, les invitations au Congrès permettraient de faire venir des collègues étrangers ;
- L'organisation d'ateliers plus professionnels ; ainsi nombre de nos contacts ont demandé une réflexion sur les revues dans nos disciplines (débouché, diffusion, politique éditoriale, visibilité...) ;
- Une occasion de rendre la recherche visible auprès du public. Le Congrès pourrait être l'occasion de travailler avec un musée ou une institution culturelle importante, d'organiser un partenariat avec des libraires, de présenter des films de chercheurs...

Entreprise d'envergure, le Congrès ne peut se tenir tous les ans. Il devrait se tenir tous les deux ou trois ans. Si le GIS est localisé à Lyon, il serait possible de coupler le premier congrès avec une grande opération menée par le Musée des Confluences ; le sujet pourrait porter autour des questions de conversions et d'altérité.

3. LIVRE BLANC DE LA RECHERCHE

Très rapidement, le GIS doit produire un livre blanc de la recherche présentant :

- L'état des forces en présence (recherche et enseignement) ;
- L'état des ressources : bibliothèques, revues, association ;
- Des essais sur l'état de la recherche dans un domaine précis (ex. : sociologie religieuse, anthropologie religieuse, histoire de la théologie...).

4. AVOIR UNE VISIBILITE INTERNATIONALE

Si bien des chercheurs français sont à titre individuel reconnus internationalement, il n'y a pas de visibilité d'une « école de la recherche en France ». Nos collègues étrangers n'ont pas conscience de l'existence d'un mouvement spécifique. Pour remédier à cet état de fait, nous proposons :

- Faire venir tous les ans une personnalité connue et lui proposer une série d'interventions dans les universités ou écoles membres du GIS. Ce serait également l'occasion de faire discuter ce collègue avec de jeunes chercheurs invités à présenter leurs travaux. Ce serait une sorte de « master class » itinérante parmi le réseau créé par le GIS ;
- Il faut que la recherche en France, en tant que telle, soit présente dans les grands congrès internationaux (AAR, etc.). Nous proposons que le GIS fasse en sorte d'obtenir un atelier pérenne visible au sein de certains de ces congrès pour y envoyer chaque année un groupe de doctorants ou de jeunes docteurs pour présenter des ouvrages, faire connaître les équipes françaises...
- Si le site internet disposera d'une NEWSLETTER, on peut y ajouter une collection spécifique du GIS chez un éditeur anglais. Il s'agirait donc d'ouvrir, dans une grande maison d'édition, une collection propre au GIS qui donnerait des ouvrages en anglais (travaux originaux ou traduction d'ouvrages français que le GIS considérerait comme fondamentaux).

5. AIDER LES JEUNES CHERCHEURS

Le devenir des docteurs ayant travaillé sur des questions religieuses est difficile, tant les recrutements sont disciplinaires et la religion souvent considérée comme un sujet marginal ou non prioritaire. Le GIS doit avoir pour vocation d'aider les jeunes chercheurs, doctorants ou docteurs :

- mise en réseau ;
- favoriser leur insertion au niveau international (voir par exemple le point 4 de ce chapitre) ;
- organiser, tous les ans, des universités d'été pluridisciplinaires ;

- organiser un prix de thèse avec un jury international qui pourrait lire les travaux en concours et entendre les jeunes docteurs. Ce prix donnerait l'assurance d'une publication.

6. SOUTENIR LA RECHERCHE

En fonction des moyens alloués au GIS, celui-ci peut intervenir dans deux domaines ;

- Favoriser la réponse aux appels d'offre et aider à la structuration des dossiers ;
- aides financières en fonction des moyens et selon le critère absolu de la pluridisciplinarité.

ANNEXE 2

MODELE D'AVENANT A LA PRESENTE CONVENTION PORTANT ADHESION AU GIS

**Avenant à la
convention de création du GIS « Religions - pratiques, textes, pouvoirs »****ENTRE**

Le Centre national de la recherche scientifique, établissement public à caractère scientifique, et technologique, dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange, 75794 PARIS cedex 16, représenté par son président, Monsieur Alain FUCHS,

ci-après désignée « CNRS »,

ET

XXX (dénomination sociale), (statut), dont le siège est situé XXX (adresse du siège social), représenté par XXX (prénom et nom du représentant habilité),

ci-après désignée « XXX »,

ci-après désignés la « Partie », individuellement, ou les « Parties », conjointement,

Vu la convention de création du GIS « Religions - pratiques, textes, pouvoirs » conclue le 15 janvier 2017, ci-après désignée la « Convention », et, notamment, les dispositions de son article 1.3.1, en vertu desquelles les parties à la Convention donnent mandat au CNRS aux fins de conclure tout avenant à la Convention portant adhésion d'un établissement au GIS;

Vu le procès-verbal du Comité Directeur tenu le XX/XX/XX, approuvant à l'unanimité l'adhésion de XXX au GIS;

Les Parties conviennent de ce qui suit :**Article I - Objet**

Le présent avenant vise à formaliser l'adhésion de XXX au GIS Religions - pratiques, textes, pouvoirs.

XXX déclare expressément adhérer aux stipulations de la Convention.

La contribution financière annuelle de XXX au GIS, pour la durée restante de la Convention à compter de l'adhésion de XXX au GIS, s'élève à XXX.

Article II – Prise d'effet

Le présent avenant prend effet à compter du (proposition : 1^{er} janvier suivant l'approbation, par le Comité Directeur du GIS, de l'adhésion de XXX au GIS).

Article III – Divers

Les stipulations de la Convention non modifiées par le présent avenant demeurent applicables et de plein effet.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à Paris, le XX/XX/XXXX

Pour le CNRS :

Monsieur Alain FUCHS
Président

Pour XXX

Monsieur/Madame
(Titre)

ANNEXE 3

***LISTE DES LABORATOIRES DE RECHERCHE ET DES STRUCTURES PARTICIPANT
AUX ACTIVITES DU GIS***

- UMR 8210, « Anthropologie et Histoire des Mondes Antiques » (ANHIMA) ;
- UMR 7050, « Centre de recherches internationales (CERI) ;
- UMR 7354, « Droit, religion, entreprise et société » (DRES) ;
- UMR 8582, « Groupe Sociétés, Religions, Laïcités » (GSRL) ;
- UMR 5317, « Institut d'Histoire des Représentations et des Idées dans les Modernités » (IHRIM) ;
- UMR 5190, « Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes » (LARHRA) ;
- UMR 8584, « Laboratoire d'études sur les monothéismes » (LEM) ;
- UMR 8216, « Centre d'études en sciences sociales du religieux » (CESOR) ;
- UMR 5193, « Laboratoire interdisciplinaire solidarités, sociétés et territoires » (LISST) ;
- EA 4074, « Centre d'études en civilisations, langues et lettres étrangères » (CECILLE) ;
- EA 4378, « Théologie protestante » ;
- EA 3945, « Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire » (CRULH) ;
- UMR 7130, « Laboratoire d'anthropologie sociale » ;
- UMR 8164, « Histoire archéologie, littératures des mondes anciens » (HALMA) ;
- UMR 8529, « Institut de recherches historiques du septentrion » (IRHIS) ;
- EA 4090, « Centre de recherches Moyen-Orient Méditerranée ».

ANNEXE 4

MOYENS FINANCIERS MIS A DISPOSITION PAR LES PARTIES

Les moyens financiers annuels mis à la disposition du GIS par les Parties dans le cadre du GIS sont, pour la durée de la convention, les suivants :

CNRS : 20 000 €

EHESS : €

EPHE : 2 000 €

Université Paris 1 : €

Université Paris 7 : €

Université Paris 4 : €

Université de Lille : €

Université de Strasbourg : €

Université Lyon 2 : 0 €

Sciences Po : 1 000 €

Université Jean Monnet : €

ENS Lyon : €

UBP : €

Université Lyon 3 : €

UGA : €

Université de Toulouse – Jean Jaurès : €

Université de Lorraine : 2 000 €

Cette liste peut être modifiée par le Comité Directeur et dans le cadre de celui-ci.

ANNEXE 5

NOMINATIONS

La direction du GIS, pour la durée de la présente convention, sera assurée par Monsieur Philippe MARTIN, Professeur des Universités à l'Université Lyon 2.

La direction adjointe du GIS, pour la durée de la présente convention, sera assurée par Madame Séverine MATHIEU, Professeure à l'Université de Lille.

